



Dave Chan/AFP/Getty Images

Les politiciens canadiens se joignent à l'Islam radical

Si une chose unit la gauche et la droite, c'est l'acceptation tacite du fondamentalisme islamique.

- Daniel Di Santo
- [16/11/2020](#)

Le Canada a-t-il un problème d'extrémisme ?

Pour plusieurs, la mention de ce pays aux manières douces, connu principalement pour ses sports sur glace, son sirop d'érable et ses ressources naturelles, ne met pas à l'esprit des images de corruption rampante ou d'idéologies extrémistes.

Le Canada est classé comme une nation démocratique parmi les premières nations, avec une économie suffisamment avancée pour participer au *Groupe des Sept*. Ses forces armées ont combattu contre le terrorisme islamique, le communisme et le fascisme. Aujourd'hui pourtant, son combat contre l'extrémisme est beaucoup plus proche de chez elle.

En 2011, le premier ministre de l'époque, Stephen Harper avertissait que même dix ans après le 11 septembre, l'Islam radical constituait toujours une menace pour le Canada.

Aujourd'hui, il semble que son avertissement est plus pertinent que jamais. Les développements récents chez les partis conservateur et libéral du Canada, indiquent une tendance à l'acceptation tacite envers l'idéologie extrémiste islamique.

Le 24 août, le membre du parlement, Erin O'Toole, a gagné la course à la direction du parti conservateur du Canada, avec 57% des voix. Le membre du parlement, Peter Mackay, termina en deuxième place avec 43%. O'Toole est considéré positivement par de nombreux Canadiens, qui voient en lui un agent du changement. Il s'est prononcé contre l'inaction du premier ministre Justin Trudeau à l'égard de la Chine et le scandale de conflits d'intérêts continus qui touche le Parti libéral.

Cependant, au-delà de ses affirmations répétées d'être un conservateur « véritablement bleu » se cache un manque d'action inquiétant contre la propagation de croyances islamiques et antisémites radicales au sein du gouvernement du Canada.

Ce problème n'existe pas seulement au Canada. Il ressemble quelque peu à la façon dont les opinions antisémites du chef du Parti travailliste britannique Jeremy Corbyn ont été exposées, à l'approche des élections générales de 2019. Pourtant il y a deux différences importantes : d'une part, le problème n'a été abordé par aucun média important ; deuxièmement, le problème n'est pas confiné à un seul parti de gauche. Il touche les deux principaux partis du Canada.

Le président de la campagne d'O'Toole en est un exemple. À première vue, Walid Soliman est un avocat très décoré ayant une carrière prospère à Toronto. Il est le président mondial de la firme légale *Norton Rose Fulbright*. Il présida également à la campagne de Patrick Brown, qui dirigeait le Parti conservateur de 2015 à 2018.

Parmi les nombreux contacts de M. Soliman, on trouve les Frères musulmans—principalement par l'entremise d'une organisation appelée *Muslim Association of Canada* (MAC) [Association musulmane du Canada]. Cette organisation a été nommée dans un mandat de perquisition de la Gendarmerie royale canadienne, qui avait découvert qu'elle avait envoyé près de \$300 000 dollars canadiens au Fonds international de secours pour les affligés et les nécessiteux (IRFAN-Canada),

une organisation terroriste désignée. IRFAN-Canada a été désigné comme une organisation terroriste en avril 2014 après avoir perdu son statut d'organisation à but non lucratif en 2011 pour avoir versé \$14,6 millions de dollars à des terroristes soutenus par le Hamas entre 2005 et 2009.

En plus d'envoyer de l'argent à des groupes terroristes désignés, MAC dirige un réseau de mosquées connues pour leur rhétorique extrémiste. Une vidéo a émergé, montrant un imam adjoint priant : « O Allah ! Purifie la mosquée Al Aqsa de la saleté des juifs ! » et « O Allah ! Compte leur nombre ; tue les, un par un, et n'en épargne aucun. » La signification des mots a été contestée, mais peu importe que soit la traduction que l'on croit, elle demeure provocante.

D'autres incidents de discours haineux ont aussi entaché MAC. Il a accueilli Abdurraheem Green, un imam vivant à Birmingham, en Angleterre, qui a déjà déclaré au *New Zealand Herald* que « mourir en combattant le jihad est un des moyens les plus sûrs vers le paradis et le bon plaisir de Allah ». Il a préconisé la lapidation et l'amputation forcée, des punitions selon la loi de la charia. À une autre occasion, MAC a invité le grand mufti de Jérusalem, l'imam Ekrima Sabri, à prendre la parole. Il a qualifié les juifs de « créatures lâches » et a fait l'éloge des enfants kamikazes, qui se suicident comme bombes humaines. « Plus le martyr est jeune plus il est grand et plus je le respecte », a-t-il déclaré au journal égyptien *Al-Ahram Al-Ahrabi* en 2000.

En 2019, MAC a honoré Soliman en tant que son lauréat citoyen mondial. Soliman est aussi actuellement impliqué dans le domaine en pleine croissance de la finance islamique conforme à la loi de la charia, qu'il s'efforce de faire progresser depuis plus d'une décennie. Sachant ceci, le premier ministre de l'Ontario, Doug Ford l'a nommé président du Groupe de travail sur la modernisation des marchés financiers, une consultation visant à « moderniser » les règles provinciales en matière d'investissement et de réglementation pour la première fois en 15 ans et « soutenir la croissance économique et la création d'emplois ».

Les liens du Parti conservateur avec les Frères musulmans ne s'arrêtent pas avec Soliman.

Le membre du parlement provincial, Kaleed Rasheed, est un partisan de la Société islamique de l'Amérique du Nord, qui a vu son statut d'organisme charitable révoqué pour un an en raison du financement du groupe terroriste pakistanais, Hizbul Mujahideen. Pourtant son soutien à la fondation Al-Qazzaz, dont il a fait la promotion dans un discours prononcé le 17 avril 2019, à l'Assemblée législative de l'Ontario, est encore plus manifeste. Il a déclaré que l'organisation est engagée à « la justice sociale » et à « l'équité d'accès et des résultats ». Ce qu'il n'a pas dit c'est que l'organisation a des liens avec les Frères musulmans.

Khaled al-Qazzaz, le fondateur de l'organisme, a servi comme secrétaire aux relations étrangères pour Mohamed Morsi, le président égyptien des Frères musulman qui gouverna de 2012 à 2013. Qazzaz a été emprisonné lorsque Morsi a été chassé du pouvoir. Son beau-frère, un citoyen canadien du nom d'Ahmad Attia, a fait campagne pour sa libération. Attia est un membre de MAC. Peter Mackay qui est arrivé second à la direction du Parti conservateur, a plus tard nommé Attia en tant que son ministre de liaison musulmane.

Le Parti conservateur pourrait bien tenter de gagner la faveur d'environ 1 million de musulmans au Canada, qui composent 3% de la population nationale. Plus de la moitié de cette population vit en Ontario, la province la plus industrialisée du Canada.

Pourtant, les Conservateurs ne sont pas ouverts à tous les musulmans. Salim Mansur est un musulman qui a consacré sa vie à écrire sur le danger de l'Islam radical. Ayant grandi en Inde, il a personnellement vécu la guerre indo-pakistanaise, y perdant des membres de sa famille immédiate. Il est arrivé au Canada en tant que réfugié et a commencé à travailler comme journaliste et universitaire, mettant en garde contre les dangers de l'extrémisme islamique.

« Je suis venu au Canada. Je suis allé à l'université. J'ai fait tout cela. Et puis, soudainement, je vois les personnes mêmes qui avaient causé le désastre dans une partie du monde d'où j'ai fui et qui sont maintenant bien incrustées ici même au Canada », a déclaré Mansur dans une interview avec *True North Canada*. « Donc j'ai commencé à en parler. J'ai commencé à écrire sur le sujet. »

Mansour était en route pour rejoindre le Parti conservateur au Parlement quand il a été brutalement révoqué en juin 2009, au motif que ses opinions étaient « islamophobes ».

Il n'y a pas que le Parti conservateur qui s'est allié à l'Islam radical. Les politiciens libéraux ont aussi beaucoup de liens avec des organisations extrémistes.

Le plus prolifique est le membre du parlement Omar Alghabra. Alors qu'il travaillait pour *Human Concern International*, il s'est arrangé pour donner \$68 820 dollars canadiens à IRFAN-Canada, l'organisation terroriste désignée. De 2004 à 2005, il a servi comme président de la Fédération arabe canadienne (CAF), un organisme de charité chargé d'aider à réinstaller des immigrants arabes arrivant au Canada. Le groupe dérivait 74 pour cent de son budget de l'argent des contribuables—soit environ 1 million de dollars canadiens. En 2009, le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, Jason Kenney écrivit dans un courriel que ce groupe était « radical et antisémite » qualifiant de « honteux » le financement par le gouvernement. La même année, le gouvernement coupa son financement. En 2014, le groupe fit appel contre cette décision. Cependant la cour ne trouva que plus de preuves d'extrémisme : les responsables de la CAF avaient comparé les Israéliens aux nazis, a encouragé le meurtre d'enfants juifs et a organisé un concours de rédaction sur le sujet du « nettoyage ethnique » en Israël. Alghabra n'était pas le chef de la CAF quand cela s'est produit, mais Kenney a dit au *National Post* que Alghabra avait « critiqué ma décision de couper les fonds à la CAF ».

Ce n'est pas la seule critique révélatrice qu'a faite Alghabra. En juin 2005, il écrivit une lettre à l'ancien chef de police de Toronto, Bill Blair, critiquant son implication dans l'événement charitable « *Walk for Israël* (La marche pour Israël) ». Cette année là aussi, Alghabra s'est opposé à un projet de loi antiterroriste tout en accusant la Gendarmerie royale du Canada et le Service canadien de renseignement et de sécurité (SCRS) « d'erreurs systémiques » dans le profilage de terroristes potentiels.

Peu de temps avant cela, à la mort de Yasser Arafat en novembre 2004, la CAF, sous la direction de Alghabra avait une vision positive de l'héritage de Arafat, publiant un communiqué de presse exprimant leur « tristesse et leurs regrets ».

Les vues de Alghabra ne semblent pas avoir changé ces dernières années. Le 1er décembre 2019, il a assisté à la Journée Internationale de solidarité avec le peuple palestinien, organisée par l'Association arabo-palestinienne de l'Ontario. Une partie du programme présentait des enfants qui dansaient sur des chansons faisant la promotion de la violence antisémite. Un membre sortant du Parti vert était également présent. Aucun d'eux n'a fait de déclaration condamnant l'événement.

Bien que Alghabra est l'un des partisans le mieux connus pour ses opinions, il n'est pas le seul. Un autre membre libéral du parlement, Iqra Qalid, a aussi assisté à des événements antisémites. En 2018 elle représentait le gouvernement Trudeau lors d'une célébration de la Journée de la terre organisée par la Maison de la Palestine.

La Journée de la terre est un symbole de la volonté de l'Autorité palestinienne d'anéantir Israël et de revendiquer la terre pour elle-même. Six ans plus tôt en 2012, la Maison de la Palestine avait perdu son financement gouvernemental après que Jason Kenney ait identifié son « modèle de soutien pour l'extrémisme ».

L'acceptation de l'Islam radical dans les politiques canadiennes touche même le premier ministre canadien lui-même. Trois ans avant d'être élu, Justin Trudeau prenait la parole lors d'un événement parrainé par l'IRFAN, la convention annuelle « Ravivons l'esprit de l'Islam », à Toronto. Ceci se passait en 2012, un an après que le CRA ait vu son statut d'organisme de bienfaisance révoqué. À l'époque, Trudeau se présentait à la direction du Parti libéral. Il a rejeté les critiques de sa décision comme étant « sans vision à long terme ».

Ni les libéraux, ni les conservateurs n'ont été victimes de réactions hostiles pour avoir permis à ces liens de se poursuivre. Le gouvernement libéral actuel est embourbé dans la controverse, mais pour une raison différente.

Depuis deux mois, le premier ministre Trudeau est aux prises avec un scandale de conflit d'intérêts. Tout a commencé quand il a nommé *WE Charity*, un organisme qui se concentre sur les questions humanitaires à l'étranger, pour gérer un programme d'aide financière pour les étudiants canadiens sans emploi durant la crise du coronavirus. Cependant, il est apparu plus tard que le premier ministre, sa femme, son frère et sa mère avait reçu des paiements de dizaines de milliers de dollars pour parler régulièrement lors des événements de charité.

Si le Commissaire à l'éthique trouve Trudeau coupable, ce sera la troisième fois depuis son élection en 2015.

Peu de temps après, le ministre des Finances Bill Morneau était également impliqué dans le scandale. En violation de la loi sur les conflits d'intérêts, la famille de M. Morneau a accepté un voyage gratuit en jet privé, à la propriété de *WE Charity* au Kenya. Ses filles parlaient régulièrement aux événements de bienfaisance. Cela amena la démission de M. Morneau de son poste de Ministre des finances et à sa sortie du parlement le 17 août.

Le jour suivant, Trudeau a prorogé le parlement jusqu'au 23 septembre. Cela pourrait déclencher une crise lorsque le parlement se réunira de nouveau—peut-être même une élection.

Si l'on considère la corruption et la confusion qui règnent dans le gouvernement du Canada à l'heure actuelle, il peut être facile de perdre espoir ou de vouloir ignorer complètement les problèmes. De nombreux Canadiens sont éloignés des troubles du parlement, et supposent que la vie continuera comme elle l'a toujours fait. Mais, est-ce que ce sera le cas ?

La *Trompette* est différente des autres sites Web d'informations parce que ses prévisions sur l'avenir sont éclairées par la prophétie biblique. Qu'aurait pu dire la Bible, un livre écrit il y a des milliers d'années par des auteurs du Moyen-Orient et d'Asie-Mineure au sujet du Canada d'aujourd'hui ? Comme l'a écrit Herbert W. Armstrong, l'auteur de [Les Anglo-Saxons selon la prophétie](#), « Un tiers passionnant, excitant et essentiel de la Bible est consacré à la prophétie. Et environ 90 pour cent de toute la prophétie se rapporte à cette époque dans laquelle nous vivons maintenant. »

Il a continué en prouvant en détail que la Grande-Bretagne et les peuples britanniques descendent de l'ancien Israël. Cela inclut les anciennes colonies et territoires, comme le Canada.

La prophétie est pour notre temps, et la Bible enregistre un avertissement sévère pour les États-Unis et la Grande-Bretagne, incluant le Canada. Ce même livre donne aussi la seule vraie solution aux problèmes actuels.

Y a-t-il une solution à la corruption généralisée qui entache les deux partis dans ce qui a été l'une des démocraties les plus stables du monde ?

Les politiciens sont incapables d'offrir des solutions durables pour lutter contre la corruption, éradiquer l'extrémisme, ou régler tout autre problème auquel l'humanité fait face. Au mieux, ils peuvent éviter ces problèmes temporairement. Dieu décrit notre incapacité à traiter ces problèmes : « Quels châtements nouveaux vous infliger, quand vous multipliez vos révoltes ? La tête entière est malade, et tout le cœur est souffrant. De la plante du pied jusqu'à la tête, rien n'est en bon

état : ce ne sont que blessures, contusions et plaies vives, qui n'ont été ni pansées, ni bandées, ni adoucies par l'huile » (Ésaïe 1 : 5-6).

À quoi conduit cette inaction face à nos maux de société ? La prophétie continue : « Votre pays est dévasté, vos villes sont consumées par le feu, des étrangers dévorent vos campagnes sous vos yeux, ils ravagent et détruisent, comme des barbares » (verset 7). Le rédacteur en chef de la *Trompette*, Gerald Flurry l'explique dans son livre gratuit, [Ésaïe : sa vision du temps de la fin](#) : « Nos villes en Amérique et en Angleterre seront brûlées de l'intérieur par le feu. Les 'étrangers' ou les païens, à l'intérieur et à l'extérieur, joueront un rôle majeur pour dévorer notre pays. »

Cela pourrait-il se produire dans un Canada autrefois pacifique, ouvert et démocratique ? La prophétie dit que oui. Le monde entier, y compris le Canada, les États-Unis et la Grande-Bretagne, vont vivre une période de « grande tribulation, telle qu'il n'y en a point eu depuis le commencement du monde jusqu'à maintenant, et qu'il n'y en aura jamais » (Mathieu 24 : 21—version Darby).

Le Canada a été béni avec la stabilité, la paix et la prospérité, mais il perd graduellement ces bénédictions. Notre livre gratuit [Les Anglo-Saxons selon la prophétie](#) expliquera clairement la raison. Il vous montrera qu'au-delà des souffrances à venir il y a un avenir brillant pour le Canada, la Grande-Bretagne, les États-Unis et toutes les nations. Il vous donnera l'espoir qu'aucun politicien ne peut vous donner.

